

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 23/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET

52 route de Dijon
21470 Brazey-En-Plaine

Références : 2026-191
Code AIOT : 0005401176

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET implanté 52, route de Dijon 21470 Brazey-en-Plaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale sur résilience de la ressource en eau en ICPE agricoles et agro-alimentaires. Cette action vise à vérifier la conformité des ouvrages de prélèvement comme les forages, les puits, etc. et à contrôler les mesures de réduction de la consommation et des rejets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MALTERIES FRANCO BELGES - SOUFFLET

- 52, route de Dijon 21470 Brazey-en-Plaine
- Code AIOT : 0005401176
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site des Malteries Franco-Belges exploite des activités de stockage en silo et de maltage de l'orge à destination des producteurs brassicoles. Il est autorisé pour une capacité maximale de 250 tonnes d'orge transformé par jour.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration du forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	Sans objet
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/01/2015, article 4.1.1	Sans objet
3	Protection des eaux d'alimentation	Arrêté Préfectoral du 27/01/2015, article 4.1.3.1	Sans objet
4	Réalisation et équipement de l'ouvrage - tête de puits	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
5	Réalisation et équipement de l'ouvrage - dalle	Arrêté Préfectoral du 27/01/2015, article 4.1.3.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé d'écart sur les ouvrages de prélèvement en eau par rapport à la réglementation.

Un ancien piézomètre endommagé devra faire l'objet d'un comblement ou d'une remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration du forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ouvrages Eau Agri Agro
Prescription contrôlée : <u>art 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003</u> [...] le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant : [...] le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ; <u>Article R214-6 du code de l'environnement</u> L'autorisation instituée par le I de l'article L. 214-3 est délivrée dans les conditions prévues par le chapitre unique du titre VIII du livre 1er.
Constats : Le site de la Malterie Franco-Belge exploite les puits rivière n°1-2-3-4 (déclarés au BRGM sous la référence BSS001KPMS), le puits rivière n°5 (n° BSS002PQKH) et le puits « SOBOCER » (n° BSS001KPTY). L'exploitant a déposé en janvier 2017 un dossier d'autorisation d'exploiter l'eau des puits « Rivière » et « SOBOCER » au titre du Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement (« Loi sur l'Eau »), complété en octobre 2019. L'arrêté préfectoral ARS_BFC/DSP/DPSE/UTSE21 n°2020-08, autorisant la société « Malteries Franco-Belges » à utiliser l'eau prélevée des ressources privées « puits rivière n°1-2-3-4 », « puits rivière n°5 » et « SOBOCER » à des fins d'usages agroalimentaires a été pris le 5 août 2020. L'exploitant a expliqué que le puits n°2 n'est plus utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ouvrages Eau Agri Agro
Prescription contrôlée : [...] Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de

mesures volumétriques totaliseurs. Ils sont relevés journallement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
[...]

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le schéma des réseaux d'eau propre du site de la Malterie Franco-Belge. Ce schéma indique les cheminements du réseau « rivière 1 » qui transporte l'eau des puits rivière n°1-2-3-4, du réseau « rivière 2 » qui transporte l'eau du puits rivière n°5, du réseau « SOBOCER » qui transporte l'eau du puits « SOBOCER » et du réseau d'eau de ville.

Chaque réseau est équipé d'un compteur totalisateur situé à l'entrée du réseau à l'intérieur des locaux de la Malterie Franco-Belge.

L'inspection a pu accéder au registre journalier des prélèvements en eau du site. Les données de mars 2026 ont pu être consultées. Le prélèvement total pour les puits n°1-2-3-4 et n°5 est compris entre 600 et 900 m³ par jour, valeur inférieure au débit journalier maximal fixé à 1 200 m³ par jour par l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°45 du 18 janvier 2021.

Les valeurs relevées pour le puits « SOBOCER » sont nulles. L'exploitant a expliqué que ce puits est peu utilisé et que le prélèvement en eau vient principalement des puits de la rivière.

L'eau de ville est principalement utilisée pour les locaux administratifs.

Lors de la visite dans le 1^{er} bâtiment de la malterie, l'inspection a contrôlé la présence d'un compteur électromagnétique sur la canalisation du réseau « rivière 1 » et d'un second sur la canalisation d'eau de ville.

L'inspection a pu constater que le deuxième bâtiment de la malterie abrite l'arrivée de la canalisation du réseau « rivière 2 » qui est également équipée d'un compteur électromagnétique.

Le compteur du réseau « SOBOCER » est situé sur la canalisation qui passe dans la fosse de liaison des bassins de disconnexion U1 et U2.

Observation :

Le compteur du réseau « rivière 1 » comporte une étiquette qui indique une date de vérification fixée à février 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection des eaux d'alimentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2015, article 4.1.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ouvrages Eau Agri Agro
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
Constats : Le schéma des réseaux « eaux propres » du 8/07/2021 indique que les eaux des réseaux « rivière 1 », « rivière 2 » et « SOBOCER » sont déversées dans les bassins U1 et U2. Les bassins sont enterrés et n'ont pas été vus par l'inspection lors de la visite. L'inspection a pu observer la fosse de liaison des bassins U1 et U2 et l'arrivée du réseau « SOBOCER ». La liaison entre les bassins U1 et U2 est contrôlée par deux vannes. Le réseau d'eau de ville dispose d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable. L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de contrôle de cet organe en date du 16 juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réalisation et équipement de l'ouvrage - tête de puits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ouvrages Eau Agri Agro
Prescription contrôlée : La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains [...] est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche. <u>Article 7 de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.</u> [...] Le soutènement, la stabilité et la sécurité des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains, l'isolation des différentes ressources d'eau, doivent être obligatoirement assurés au moyen de cuvelages, tubages, crépines, drains et autres équipements appropriés. Les caractéristiques des matériaux tubulaires (épaisseur, résistance à la pression, à la corrosion) doivent être appropriées à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage. Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire, compris entre le cuvelage et les

terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. [...]

Constats :

Le dossier d'autorisation d'exploiter l'eau des puits « Rivière » et « SOBOCER » au titre du Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement (« Loi sur l'Eau ») indique que :

- La date de réalisation du puits « SOBOCER » n'est pas connue. Elle est antérieure à 1991.
- Le groupe de puits « rivière 1 » P1 à P4 comporte en réalité 5 ouvrages : 3 sont situés sous la dalle de la station de pompage : P1, P2, et un puits non identifié. Leur date exacte de réalisation n'est pas connue, mais remonte probablement à la création de la malterie (la station de pompage est visible sur la photo aérienne IGN de 1973). 2 sont situés sous des capots métalliques, entre la station et la rivière : P3 et P4. Ils sont plus récents que les trois précédents. Ils ne sont pas visibles sur la photo IGN de 1977, mais existaient déjà en 1982 (info BSS). La coupe géologique de ces ouvrages n'est pas connue.
- Le puits « rivière 2 » P5 a été réalisé du 29 septembre au 19 octobre 2016. La réalisation du puits P5 a fait l'objet d'une déclaration au titre du volet Loi sur l'Eau du Code de l'Environnement, transmise à l'administration le 11 juillet 2016. Sa profondeur est de 7,8 m. Le forage a été tubé en acier inox AISI 304L de 800 mm de diamètre. Les crépines sont de type nervures repoussées, avec des ouvertures de 1 mm. Elles sont positionnées entre 2,4 et 5,9 m de profondeur. L'annulaire est cimenté de 1 à 2 m de profondeur. La protection du forage contre les pollutions d'origine superficielle comprend :
 - Une bride étanche boulonnée sur la tête de forage ;
 - Une dalle en béton de 4,3 m de côté coulée en place, dépassant au-dessus du sol de 15 cm et supportant une clôture ;
 - Un regard circulaire en béton préfabriqué de 2,2 m de diamètre intérieur, dépassant au-dessus du sol de 1 m ;
 - Un capot de protection en PEHD.

L'inspection a constaté lors de la visite que l'aspect extérieur des ouvrages correspond à ce qui est présenté dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter l'eau des puits.

La tête de puits est en outre cimentée sur au moins 1 mètre de profondeur, comme stipulé à l'AM du 11/09/2003.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réalisation et équipement de l'ouvrage - dalle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2015, article 4.1.3.2.2

Thème(s) : Actions nationales 2026, Ouvrages Eau Agri Agro

Prescription contrôlée :

La protection de la tête du forage assurera la continuité de l'étanchéité avec le milieu extérieur garantie par la cimentation annulaire.

Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3m² minimum centrée sur l'ouvrage de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage.

La tête de forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

Constats :

Le puits P5 dispose d'une dalle béton elle-même entourée par un anneau de béton préfabriqué et recouverte par une plaque métallique équipée d'une trappe d'accès vissée (voir description complète reprise au point de contrôle n°4). Cet ouvrage est protégé par des grilles et l'accès se fait par un portail verrouillé.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 ne s'appliquent qu'aux ouvrages dont la déclaration a été déposée après le 12 septembre 2004.

Le puits SOBOCER, antérieur à 1991, a été vu lors de la visite. Il est situé sur une parcelle voisine du site de la malterie dont l'exploitant n'est pas propriétaire. L'exploitant dispose d'une servitude d'accès au puits.

Le puits est accessible par un regard situé sur le sol d'un entrepôt fermé dans lequel sont stationnés des véhicules. On y accède en soulevant la plaque qui recouvre la tête de puits.

Observation : compte tenu de l'emplacement du puits et des activités qui s'y déroulent à proximité, l'exploitant devra s'assurer que la tête de puits est étanche et ne puisse pas laisser d'éventuels écoulements d'hydrocarbures s'y introduire.

Les ouvrages de l'ensemble « rivière 1 » n'ont pas pu être vus car ils sont soit recouverts par la maçonnerie de la station, soit recouverts par une plaque métallique verrouillée. Les éléments fournis par l'exploitant dans le dossier d'autorisation d'exploiter l'eau des puits ne laisse pas présumer de risques liés à la réalisation et l'équipement des ouvrages.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13

Thème(s) : Actions nationales 2026, Ouvrages Eau Agri Agro
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que le sondage PZ2, dont le numéro d'enregistrement est le BSS002PQKK, avait été endommagé par des travaux agricoles. Lors de la visite sur place, l'inspection a constaté que la tête de piézomètre et son embase en béton ont été descellés et déplacés.</p> <p>L'exploitant a expliqué qu'après avoir restauré une première fois le PZ2 suite à d'anciens dommages causés à cet ouvrage, il n'a, suite aux dernières dégradations, pas réparé celui-ci.</p> <p>Le piézomètre PZ1 dont le numéro d'enregistrement est le BSS002PQKM est intact et verrouillé par un cadenas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cas où l'exploitant ne conserve pas l'ouvrage PZ2, il mettra en œuvre les dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 11 septembre 2003 consistant à réaliser son comblement par les techniques appropriées et permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine [...] et l'absence de transfert de pollution.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois